



## POURQUOI CONTRIBUNIV ?

Comment construire une véritable plateforme de revendications et, de manière plus ambitieuse encore, comment instaurer un processus de co-construction d'un projet de refondation de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (ESR)<sup>1</sup> ? Voilà la question qui habite un certain nombre d'entre nous depuis plusieurs années et qui nous a motivé·e·s pour imaginer et mettre en place ContribUniv. Ce projet répond plus exactement à plusieurs constats, à la fois sur les limites des formes classiques de mobilisation de l'ESR (I), l'inadéquation des outils numériques à notre disposition pour permettre une véritable participation des acteurs de la communauté académique (II) et la nécessité d'inventer un dispositif de démocratie participative autonome par rapport aux modes de consultation jusque-là proposés par les pouvoirs publics (III).

---

<sup>1</sup> Par la suite, nous utiliserons par commodité les initiales « ESR ».

## **I) Un outil de participation en ligne comme complément aux formes classiques de mobilisation**

ContribUniv n'entend pas se substituer aux formes classiques d'organisation collective des mobilisations (Assemblée générale, manifestation, grève, blocage, etc.) au sein de l'ESR. Sa création répond plutôt au constat que nous sommes nombreux·ses à faire sur les limites de ces modes d'action :

- ils ne permettent pas d'inclure certain·e·s collègues pourtant en désaccord avec les contre-réformes que subit l'ESR depuis près de 20 ans
- ils se confrontent à des problèmes pratiques que le numérique peut contribuer à résoudre partiellement
- ils sont de manière plus générale prisonniers du rythme induit par l'urgence de se mobiliser
- ils ne parviennent pas à établir une relative cumulativité des expériences et revendications passées
- il est de plus en plus difficile d'y recourir en période de crise sanitaire

### **1) Inclure les collègues qui ne peuvent et/ou veulent s'inscrire dans les formes classiques de mobilisation**

Une plateforme de participation en ligne offre la possibilité à des collègues qui, pour des raisons diverses, sont rétif·ve·s vis-à-vis de ces formes ou ne peuvent s'y inscrire. Pour des raisons de socialisation politique, certain·e·s collègues opposé·e·s aux contre-réformes de l'ESR ne sont pas à l'aise, voire critiques à l'égard de la forme Assemblée Générale<sup>2</sup>. D'autres ont un sentiment d'illégitimité tel que la prise de parole publique leur paraît difficile, voire impossible. Les plus précaires d'entre nous ne souhaitent parfois pas trop s'exposer par crainte de se voir sanctionné·e·s. Des collègues ne sont pas prêt·e·s à arrêter leurs activités, en faisant grève ou en allant manifester, parce qu'ils/elles sont démoralisé·e·s, fatigué·e·s, parce qu'ils/elles ne le peuvent pas, mais souhaiteraient pouvoir s'exprimer. D'autres encore connaissent un véritablement isolement ou une marginalité politique tels que participer à une AG n'est parfois pas possible, ne serait-ce que parce qu'il n'y en a pas (comme les collègues isolé·e·s dans des départements ou laboratoires totalement dépolitisés ou dont la direction vise à empêcher toute possibilité de se réunir). Contre la tentation de juger ces collègues, il faut au contraire diversifier les formes de mobilisation et de participation.

---

<sup>2</sup> Par la suite, « AG ».

## **2) Répondre aux limites pratiques du présentiel**

En permettant à chacun·e de contribuer et de témoigner, ContribUniv peut répondre à certains des problèmes pratiques que connaît toute AG d'une certaine envergure :

- durée restreinte des temps de parole de chaque personne en raison du grand nombre de participant·e·s ;
- débat intensif sur plusieurs journées pour les coordinations nationales, si bien qu'à la fin de la journée les propositions sont adoptées alors que les délégué·e·s sont fatigué·e·s physiquement et mentalement ;
- inflation des revendications dans la dynamique de l'AG, avec notamment le souci de permettre une convergence des luttes ou de ne pas diviser le mouvement, qui amène parfois à regrouper des propositions difficilement compatibles en l'état ;
- difficulté à représenter visuellement les propositions autrement que sous une forme de liste à la Prévert qui n'en facilite pas toujours l'intelligibilité ;
- grand degré de généralité des propositions du fait qu'elles sont davantage des revendications que des propositions opérationnalisables en l'état
- etc.

## **3) Ne plus subir le rythme induit par l'urgence de se mobiliser**

Les luttes passées dans l'ESR se sont souvent trouvées prisonnières du tempo et du rythme induit par l'urgence de se mobiliser contre telle ou telle contre-réforme. Les débats sont contraints par l'urgence de la situation et tout entiers dirigés vers des questions de stratégie ou des formes d'action. Les divergences sont mises de côté pour ne pas affaiblir le mouvement. Or, la démocratie requiert du temps pour pouvoir forger sa propre opinion, échanger avec les pairs, avoir le droit de se tromper et d'hésiter, changer d'avis, établir des compromis ou mettre au jour des divergences réelles. Le rythme des mobilisations est d'ailleurs souvent préjudiciable à celles-ci dans la mesure où, faute d'avoir le temps de composer ensemble une plateforme de revendications claire et partagée, les divisions ne manquent pas d'apparaître quand certain·e·s au sein du mouvement obtiennent une réponse gouvernementale à leurs revendications spécifiques. Les dégâts sont alors considérables pour les mobilisations futures.

Ce découplage entre le rythme de la mobilisation et celui de la co-construction programmatique est un problème classique. Nous ne prétendons pas le résoudre mais entendons participer à en réduire les effets. ContribUniv se veut en effet un outil qui se construit et s'inscrit dans le temps. Les propositions issues de ContribUniv pourront servir les mobilisations présentes (contre la LPR,

Parcoursup, Bienvenue en France, le projet de réforme des retraites, etc.) mais aussi futures (qui ne manqueront pas) ; celles-ci pourront se baser sur ce travail au long cours pour opposer aux contre-réformes de l'ESR un véritable contre-projet, et nourrir les propositions d'amendement des parlementaires qui soutiennent notre combat pour un ESR public, égalitaire, autonome et démocratique.

#### **4) Garder trace de la mémoire militante et construire une véritable intelligence collective sur le temps long**

La création de ContribUniv vise à répondre à une autre des difficultés auxquelles les mouvements de contestation des réformes de l'ESR se confrontent depuis plusieurs décennies : la difficile cumulativité des expériences et revendications passées. L'aggravation des conditions de travail et d'études, la précarisation d'une part grandissante des travailleur·se·s de l'ESR a notamment pour effet que les collectifs se font et se défont et que la mémoire du travail de réflexion et de contre-proposition mené au cours des luttes passées disparaît peu ou prou. Si bien que chaque génération de collectifs réinvente souvent des solutions déjà imaginées par leurs prédécesseurs dans les mouvements antérieurs. Le projet ContribUniv ne saurait à lui seul remédier à ce problème. Les enquêtes menées par les collègues en histoire ou en sociologie des mobilisations collectives et des mouvements sociaux, le travail effectué par des archivistes, bibliothécaires et documentalistes professionnel·le·s ou militant·e·s est à cet égard irremplaçable. Toutefois, ContribUniv peut participer à sa mesure à ce travail de mémoire et d'histoire, en ce que la première étape, qu'est la rédaction des textes servant de base aux débats, passe par la collecte aussi systématique que possible du contenu des textes de revendications produits par les collègues mobilisé·e·s depuis des années.

#### **Encadré 1 : La phase de collecte des sources dans le travail de rédaction des textes**

Afin de faciliter le travail des rédacteur·rice·s des propositions et de constituer une base de connaissances mutualisée, les sources citées dans les différents textes servant de base aux débats dans ContribUniv ont été centralisées. Dans cette perspective, nous avons créé une bibliothèque Zotero où nous avons commencé à intégrer différentes sources. Toutes les personnes en charge de la rédaction suivent un même protocole, consistant à référencer les sources sur cette bibliothèque Zotero dédiée, et à adjoindre à chaque référence un fichier texte (en format PDF) contenant le contenu du document lorsque celui-ci est disponible<sup>3</sup>. Si cela constitue un coût temporel non négligeable dans le travail rédactionnel, ce choix méthodologique nous a permis de construire un corpus qui comprend d'ores et déjà 757 références à la date d'ouverture de

<sup>3</sup> Sur ce point, il convient de remercier les collègues qui ont élaboré la [Conférence des Praticiens de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche \(CPESR\)](#) et qui ont accepté de nous donner accès à la bibliothèque Zotero contenant différentes publications ayant trait à l'ESR, qu'ils avaient déjà commencé à alimenter. Preuve aussi que ContribUniv s'inscrit dans un écosystème beaucoup large et qu'il est décisif d'établir des liens entre les différents outils et collectifs. En un sens, ContribUniv n'est rien d'autre qu'un moyen de tisser ces liens.

ContribUniv<sup>4</sup>. Ce chiffre, appelé à croître au fur et à mesure de l'ouverture des thèmes, donne une idée du travail en amont que requiert la rédaction des textes. Mais il indique aussi le fait que l'apport de ContribUniv à la constitution d'une base de données sur les luttes et revendications dans l'ESR peut être .

Trois remarques doivent être faites afin d'insister sur le fait que ce travail est précieux mais limité :

1) Pour l'instant, la bibliothèque Zotero n'est pas publique dans la mesure où un certain nombre de documents indexés et importés sont soumis à des droits d'auteur (principalement des ouvrages spécialisés sur l'ESR). À terme, nous envisageons toutefois *a minima* de rendre la liste des références (sans les documents associés) accessibles en l'exportant dans la [bibliothèque Zotero de la CPESR](#).

2) Collecter et stocker n'est pas archiver. Le fait de référencer et d'importer ces documents dans Zotero ne saurait garantir leur conservation à long terme. Cela impliquerait notamment la conversion de ces documents en format PDF A1B et leur archivage sous format papier en un lieu physique.

3) Notre priorité étant de rédiger les textes de propositions et non d'entreprendre une enquête, nous avons collecté pour l'essentiel les textes depuis le web. Cela invisibilise donc toute une partie de la littérature militante comme les tracts, les manifestes, les appels qui n'existent que sous forme papier et n'ont pas été numérisés et/ou pas rendus accessibles depuis Internet. À cet égard, nous espérons que les participant.e.s à ContribUniv pourront contribuer aussi en partageant leurs sources.

Pour toutes ces raisons, ContribUniv peut contribuer non seulement à garder trace de (une partie de) la mémoire militante mais à construire une véritable intelligence collective sur le temps long. Nous pouvons ainsi non seulement tirer les leçons de nos échecs (et quelques victoires locales) passés mais aussi bénéficier du travail intellectuel mené avant nous. Faire vivre véritablement la mémoire militante des luttes passées ; non pas simplement en collecter les fruits mais permettre de redécouvrir le potentiel de ce qui n'est plus, mais est toujours d'actualité.

## **5) Continuer à débattre et à s'exprimer en pleine crise sanitaire**

Le projet ContribUniv a émergé au début de l'année 2020 dans le cadre de la mobilisation contre la LPR. L'idée est donc antérieure à l'apparition de la Covid-19 et à la crise sanitaire qui s'en est suivie. Toutefois, il est très vite apparu qu'une plateforme de revendication en ligne constituait un outil parfait dans un contexte dans lequel les formes classiques de mobilisation (Assemblée générale, réunions syndicales, manifestations, etc.) devenaient difficiles, voire impossibles, en raison des protocoles sanitaires mis en place.

\*

---

<sup>4</sup> Cependant, sur ces 757 références, toutes ne sont pas des textes de revendications de collègues, collectifs ou instances de l'ESR, dans la mesure où le corpus comprend également des documents relevant d'autres registres comme des articles de presse, des rapports gouvernementaux ou parlementaires, des extraits de bases de données comparatives internationales, des textes juridiques (lois, décrets, ordonnances, arrêtés, etc.), des données produites par le Ministère en charge de l'ESR. La bibliothèque Zotero comprend également des textes de revendications qui ne relèvent pas spécifiquement de l'ESR mais touchent à d'autres secteurs, notamment les textes sur le financement (avec le Crédit Impôt Recherche), la formation, la transition écologique ou le numérique.

Les débats en ligne ne sauraient, bien évidemment, remplacer les discussions sur le terrain. La crise sanitaire que nous traversons montre toutes les limites du distanciel par rapport au présentiel. Nous ne sommes pas davantage dupes de tout l'intérêt que portent nos dirigeants au numérique dans le but de réduire les coûts ou d'orienter nos conduites par l'évaluation. Reste que le numérique offre des ressources et possibilités complémentaires aux formes de mobilisation auxquelles nous avons jusque-là recouru. Cette conviction étant affirmée, le « numérique », ça n'existe pas – au sens où le terme recouvre une multitude de technologies très différentes. Dans cette perspective, ContribUniv répond à la volonté d'aller plus loin dans la participation démocratique que ce permettent les outils numériques que nous utilisons actuellement.

## **II) Une plateforme web qui permette la pleine et entière participation des acteurs de la communauté académique**

ContribUniv est né également du constat d'une limite dans les outils numériques dont nous disposons (listes mails, sondages en ligne, forums, etc.) pour nous permettre d'échanger, de débattre, de revendiquer et de construire une véritable refondation de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche.

### **1) Les listes électroniques**

Les listes électroniques sont à l'heure actuelle le principal support d'expression des différents acteur·rice·s de la communauté académique. Toutefois, le format même de la liste mail rend compliqué un débat suivi sur un sujet, au risque de surcharger les boîtes mail des collègues. Certaines listes ont essentiellement pour vocation la diffusion d'informations professionnelles sur l'organisation d'événements scientifiques, la parution d'ouvrages ou de numéros de revues ou la publication de postes. D'autres listes sont plus hybrides, à la croisée du registre militant et du registre professionnel, générant ainsi des attentes et des usages différents. Tout cela concourt à limiter les possibilités d'un débat politique sur les problèmes que connaît l'ESR et les solutions qu'il conviendrait d'adopter pour y remédier.

### **2) Les sites Internet et blogs de personnels de l'ESR**

Une autre forme de débat a lieu à travers les commentaires en réaction à un billet posté sur des billets de blog. Il existe en effet tout un écosystème extrêmement dynamique de blogs personnels de collègues qui contribue grandement au débat au sein de la communauté académique. Sans prétendre à l'exhaustivité, on peut citer à titre d'exemple (par ordre alphabétique) :

- Yann Bisiou ([Le Sup en maintenance](#)) ;
- Olivier Bouba-Olga (<http://blogs.univ-poitiers.fr/o-bouba-olga/>) ;
- Baptiste Coulmont (<http://coulmont.com/>) ;
- Pierre Dubois ([Histoires d'Université](#)) ;
- Olivier Ertzscheid ([affordance.info](#))
- Rachel Gliese ([Gaïa Universitas](#)) ;
- Julien Gossa ([Docs en stock : dans les coulisses de la démocratie universitaire](#)) ;
- Lionel Maurel, alias Calimaq ([S.I.Lex](#)) ;
- Guillaume Miquelard et Paul François ([Un petit monde](#)) ;
- et bien d'autres encore...

On peut y ajouter les blogs de journalistes scientifiques comme Jean-Michel Catin ([Universités 2024](#)), Martin Clavey ([The Sound of Science](#)) ou Sylvestre Huet ([{Sciences<sup>2</sup>}](#)). Ils ont de fait constitué une source extrêmement précieuse pour alimenter le travail de rédaction des textes par l'équipe ContribUniv.

À ces blogs personnels, s'ajoutent les sites de collectifs militants de chercheur·se·s et enseignant·e·s-chercheur·se·s l'ESR qui, sous des formes diverses, cherchent à la fois à informer, interpeller, mobiliser la communauté académique, parmi lesquels on peut citer :

- Le carnet [Academia](#),
- l'[ANCMSP \(Association Nationale des Candidats aux Métiers de la Science Politique\)](#),
- le [Groupe Jean-Pierre Vernant](#),
- le [séminaire Politique des Sciences \(PDS\)](#),
- [Qualité de la science française \(QSF\)](#),
- [Sauvons l'Université !](#),
- [Université ouverte](#),

On trouve également les sites web des syndicats de personnels de l'ESR comme :

- L'Alternative, rassemblement d'associations et de syndicats étudiants locaux

- La [CGT-FERC \(Confédération Générale du Travail - Fédération de l'Éducation, de la Recherche et de la Culture\)](#),
- la [Confédération des Jeunes Chercheurs \(CJC\)](#),
- la FAGE ([Fédération des associations générales étudiantes](#)),
- Le [SGEN-CFDT \(Syndicat général de l'Éducation nationale – Confédération Française Démocratique du Travail\)](#),
- les syndicats de la FSU (Fédération syndicale Unitaire) de l'ESR : [SNASUB-FSU \(Syndicat National de l'Administration Scolaire Universitaire et des Bibliothèques\)](#), le [SNCS-FSU \(Syndicat national des chercheurs scientifiques\)](#) et le [SNESSUP-FSU \(Syndicat national de l'enseignement supérieur\)](#),
- Le [SNPTES \(Syndicat national des personnels titulaires et contractuels de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la culture\)](#),
- les syndicats de l'Union syndicale Solidaires de l'ESR : [Sud Éducation](#), [Solidaires étudiant-e-s](#) et [Sud Recherche EPST](#),
- L'[UNEF \(Union Nationale des Étudiants de France\)](#),
- Les syndicats de l'UNSA (Union nationale des syndicats autonomes) : [SNMSU- UNSA \(Syndicat National des Médecins Scolaires et Universitaires\)](#), [Sup'Recherche – UNSA](#), [UNSA-ITRF-BI-O \(Syndicat UNSA des Personnels Ingénieurs, Techniciens, des Bibliothèques, Ouvriers\)](#),

Il convient enfin de mentionner, parmi ce type d'outils, une entreprise, relevant d'une démarche un peu différente, qu'est le [site de la CPESR](#) (Conférence des praticiens de l'enseignement supérieur et de la Recherche) lancé fin septembre 2020 à l'initiative de notre collègue Julien Gossa (également membre de l'équipe ). La CPESR est une organisation non militante œuvrant à la production et à la diffusion de connaissances sur l'ESR, mettant de ce fait à disposition de la communauté académique un nombre impressionnant de ressources et données sur l'enseignement supérieur et la recherche.

Tous ces sites web sont des sources extrêmement précieuses. Toutefois les possibilités de participation qu'ils offrent d'un point de vue technique sont très limitées, plus encore que les blogs personnels, dans la mesure où la plupart ne permettant pas de déposer des commentaires. Cela n'est pas un problème en soi car ces sites visent d'autres fins, fort utiles, et même pour toute dire indispensables. Mais cela renforce la nécessité d'inventer d'autres outils complémentaires, et dédiés spécifiquement à la co-construction d'un projet de refondation de l'ESR.

### **3) Les questionnaires et sondages en ligne**

Conscients des limites des listes, blogs et autres sites web, certains collectifs militants ou instances de l'ESR ont lancé des consultations numériques, se présentant sous la forme de questionnaires et reposant sur des outils de type sondages en ligne. Au printemps 2019, un collectif de 23 sociétés savantes académiques a ainsi lancé une [grande consultation](#) auprès des acteur·rice·s de l'ESR dans le contexte du débat sur la LPPR, recueillant près de 9 000 réponses. Après le confinement, le collectif RogueESR a lancé une consultation sur l'état de l'enseignement supérieur et de la recherche et ses perspectives d'avenir sous la forme d'un [sondage en ligne](#). En moyenne, un peu plus de 2 500 personnes ont répondu à chaque question. Le Comité National de la Recherche Scientifique (CoNRS) a, de son côté, ouvert un [questionnaire en ligne](#) à l'automne 2019 sur les différents volets de la Loi de Programmation de la Recherche (LPR) qui a recueilli 10 321 réponses. Tout cela montre l'aspiration d'une partie importante des acteur·rice·s de l'ESR à s'exprimer sur les réformes qui impactent directement leurs conditions de travail et, plus largement, l'avenir de l'ESR. Reste que la forme questionnaire/sondage en ligne révèle, là aussi, certaines limites. Deux d'entre elles ressortent nettement des différentes expériences menées.

En premier lieu, ce type d'outils ne permettent pas une participation pleine et entière des acteur·rice·s de la communauté académique. La forme questionnaire met les concepteurs face à une double contrainte. Plus les questions sont directives et fermées, plus le questionnaire est facilement traitable, au sens où la synthèse peut se faire de manière rapide et où les données sont significatives d'un point de vue statistique. À l'inverse, plus les questions sont ouvertes et plus la synthèse s'avère longue et compliquée, tandis que les agrégations statistiques perdent partiellement de leur pertinence. Mais, dans tous les cas, la forme même du questionnaire/sondage place de fait les personnes qui le remplissent dans une situation relativement passive. Faute de pouvoir ajouter elles-mêmes des propositions et/ou de pouvoir discuter à travers l'outil de la pertinence des questions et de leur formulation, on reste dans une logique de consultation et non de contribution.

Deuxièmement, l'expérience montre que les questionnaires trop longs, et ce encore plus lorsqu'ils sont en ligne, génèrent beaucoup d'abandons et d'arrêts en cours, si bien qu'ils se limitent le plus souvent à environ une trentaine de questions. Cette contrainte met par conséquent les concepteurs du questionnaire/sondage face à une autre double contrainte : soit restreindre le périmètre des thèmes traités afin d'avoir une vue précise sur certains sujets, soit adopter des questions/thèmes dont la formulation est suffisamment large pour eux-mêmes subsumer en leur sein différents sujets/problèmes. Dans le premier cas, on a une vue précise mais partielle, dans le second cas, on a une vue panoramique mais assez superficielle.

Les consultations de ce type se sont multipliées ces dix dernières années, ce qui a permis à la fois de donner une voix à la communauté académique et de ressentir avec davantage d'acuité les limites de ce type d'outils en même temps que le besoin de dispositifs participatifs.

#### **4) Des tentatives pour aller au-delà de la consultation**

Certains collectifs ont expérimenté d'autres dispositifs de participation numérique des acteur·rice·s de l'ESR dans lesquels le vote et la contribution commençaient à être possibles. Le collectif RogueESR a ainsi lancé une [consultation](#) qui s'est déroulée en trois temps. La première phase a consisté à récolter les propositions de réforme de la communauté. Les acteur·rice·s de l'ESR ont été invités à rédiger librement leurs propositions via un forum. Au total, ce forum a reçu 71 contributions, dont certaines contenant plusieurs propositions. La deuxième phase a consisté en l'identification des propositions qui ressortaient le plus souvent et/ou qui semblaient les plus pertinentes aux personnes en charge de leur analyse. Ce travail a permis de formuler 30 propositions. La troisième phase a consisté à mettre au vote ces 30 propositions via le formulaire Framafoms. 1 446 personnes ont ainsi répondu au questionnaire, permettant de dégager « dix réformes prioritaires pour l'ESR ». Cette expérimentation est riche d'enseignements. Elle a apporté sa pierre à l'édifice de la refondation de l'ESR. De fait, nous avons repris les propositions issues de cette expérience dans les textes de ContribUniv. Mais la solution technique consistant à bricoler un analogue d'une plateforme participative en combinant différents outils existants de type forum + questionnaire a montré ses limites.

D'abord, le forum a permis aux collègues de s'exprimer directement de manière contributive. Toutefois, une fois les propositions émises, cette solution technique ne permettait pas véritablement aux collègues de commenter les contributions des autres, mais uniquement de voter sur celles-ci dans un second temps. Ensuite, la solution questionnaire permettait aux collègues de voter sur des propositions, mais limitait largement le nombre de propositions possibles sur lesquelles voter. Enfin, pour les raisons invoquées plus haut, la solution questionnaire oblige à en rester à des revendications assez générales donc très peu opérationnelles en l'état.

\*

Cet état des lieux des outils existants nous a conduit·e·s à la conclusion qu'il était nécessaire de passer à un cran supérieur d'un point de vue technique et qu'une plateforme web était la technologie adaptée pour débattre collectivement et co-construire une plateforme de propositions<sup>5</sup>.

### **III) Un outil autonome : une plateforme *de, par et pour* la communauté académique**

La troisième raison pour laquelle ContribUniv nous est apparu comme nécessaire renvoie à l'idée de construire un outil géré et alimenté *par et pour* la communauté académique. L'autonomie académique passe par la reconnaissance des libertés académiques vis-à-vis des volontés de « pilotage » de l'ESR mais aussi par l'élaboration d'outils dont nous avons la maîtrise. Deux constats sur les deux dernières décennies fondent cette conviction. Il faut d'abord prendre acte du fait que les consultations en ligne organisées régulièrement par les gouvernements successifs, à l'occasion de chaque nouvelle réforme de l'ESR, ne servent au final pas à grand-chose tant l'agenda politique est aux antipodes de ce que la communauté académique souhaite dans sa grande majorité (1). Il convient par ailleurs de tirer les leçons des luttes précédentes et de réfléchir en particulier aux manières de contrer les tactiques par lesquelles les différents gouvernements ont non seulement fait le contraire de ce que la communauté académique souhaite, mais l'ont fait en notre nom et au nom même des mots d'ordre et revendications qui sont les nôtres (2).

#### **1) Des consultations gouvernementales qui se résument à de la com'**

ContribUniv est né en partie en réaction à cet ersatz de consultation que fut la plateforme (ouverte du 19 mars au 15 mai 2019) créée par le Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation (MESRI) afin « de recueillir les contributions de la communauté scientifique et universitaire » sur le projet de Loi de programmation pluriannuelle de la recherche, dite LPPR. Le moins que l'on puisse dire est que l'information a été inégalement diffusée et qu'une immense majorité des personnels de l'ESR n'a pas été consultée. De fait, le résultat fut un cuisant échec : 679 contributions ont été déposées par 679 participants différents (dont une bonne partie sont des instances). À titre de comparaison, si l'on reprend les chiffres les plus récents établis par le MESRI, près de 175 786 personnes travaillent dans la recherche publique et 172 665 dans les établissements

---

<sup>5</sup> Ce principe étant posé, restait à définir concrètement le contenu et les modalités techniques à l'œuvre dans cette plateforme. Ces éléments et les choix techno-politiques qu'ils ont impliqués sont présentés dans le menu « Méthodologie » dans la barre de menu en haut de l'interface.

publics d'enseignement supérieur<sup>6</sup>. Seulement 0,2 % des acteur·rice·s de l'ESR ont donc participé (moins encore si l'on intègre les acteur·rice·s de la recherche privée dans le calcul) ! On est loin d'une « [communauté scientifique et universitaire largement associée à la préparation de la loi](#) » comme affiché sur le site du MESRI. Plus encore, parmi les collègues qui ont joué le jeu et participé, une grande partie ne se retrouve pas dans les conclusions tirées par le MESRI. La confidentialité relative de cet outil, le temps court d'ouverture de cette plateforme et l'opacité totale du processus par lequel les groupes de travail ont repris les contributions<sup>7</sup> confortent le sentiment que cet outil avait simplement pour but de légitimer des orientations prises avant et ailleurs.

Deux conclusions peuvent être tirées de cette expérience. La première est que la communauté académique est lassée des différentes consultations gouvernementales qui ont eu lieu ces dernières années et qui ne sont que des exercices de com' ou un vague supplément d'âme démocratique à des réformes venues d'en haut. La plateforme du MESRI fait en effet suite à une série de consultations des chercheurs et enseignants-chercheurs par les pouvoirs publics : « [Assises de l'ESR](#) » en 2012 qui a abouti au rapport Berger et à la loi Fioraso, « [plan de simplification](#) » en 2016, etc. Des différentes expériences de consultation de la communauté académique par le gouvernement via des outils numériques, seule la [consultation dans le cadre du Projet de loi pour une République numérique](#) de 2015 semble avoir permis la traduction de certaines propositions issues d'acteur·rice·s de l'ESR dans la loi de manière effective et significative.

La seconde conclusion est que cette désaffection des acteur·rice·s de l'ESR vis-à-vis des consultations gouvernementales doit être mise en comparaison avec leur participation importante à celles organisées par les sociétés savantes académiques de France (9 000 réponses), le CoNRS (10 321 réponses) ou RogueESR (2 500 réponses par question). Ce qui ressort de ces consultations confirme ce qu'avaient déjà montré les différentes contributions au débat sur la LPPR publicisées

---

6 En 2016, 598 000 personnes participaient à une activité liée à la recherche en France. Elles représentent 431 100 équivalents temps plein recherche (ETP). Parmi eux, 175 786 travaillaient dans la recherche publique, dont 114 456 chercheurs et 61 330 personnels d'accompagnement à la recherche SIES (SOUS-DIRECTION DES SYSTÈMES D'INFORMATION ET DES ÉTUDES STATISTIQUES)/MESRI (MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION), *L'État de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation en France. 52 indicateurs* [Rapport], Paris, SIES (sous-direction des systèmes d'information et des études statistiques)/MESRI (Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation), 2019, URL complète en biblio., p. 78). Par ailleurs, en 2018, 92 100 enseignants étaient en fonction dans les établissements publics d'enseignement supérieur sous tutelle du MESRI. 55 600 appartiennent aux corps des enseignants-chercheurs (et assimilés) titulaires, 23 600 sont des enseignants non permanents et 12 800 des enseignants du second degré (SIES, 2019, p. 18). Enfin, En 2017, l'enseignement supérieur public comptait 80 565 agents assurant des fonctions de personnels des bibliothèques, ingénieurs, administratifs, techniques et sociaux et de santé (BIATSS), dont 60 664 agents titulaires et 19 901 agents contractuels sur missions permanentes (SIES, 2019, p. 20).

7 On attend encore le compte rendu « décrivant la manière dont les contributions ont étayé et orienté leurs réflexions et nourri leurs conclusions », prévu pour... juillet 2019.

par la plupart des instances représentatives (CoNRS, CNU, CNESER, etc.) : la communauté académique réclame à peu près l'exact inverse des préconisations des rapporteurs. Mais elle nous apprend aussi que les collègues ont envie de participer à la co-construction d'une politique de l'ESR dès lors qu'elle est organisée par d'autres collègues, en toute indépendance vis-à-vis du gouvernement.

Tout cela confirme la nécessité que la communauté académique se dote de ses propres outils pour permettre, au-delà de la simple consultation, une véritable participation démocratique et construction collective du projet de refondation de l'ESR par ses acteur·rice·s. En ce sens, ContribUniv, c'est l'autonomie académique faite instrument.

## **2) Tirer les leçons des tactiques gouvernementales précédentes**

ContribUniv vise également à servir de point d'appui à la communauté académique pour faire face aux différentes tactiques politiques auxquelles les différents gouvernements ont eu recours depuis plusieurs décennies pour imposer un agenda politique dont nous ne voulons pas.

La première tactique gouvernementale dont nous avons fait les frais a consisté à capturer nos mots, volé notre lexique pour en subvertir le sens et le retourner contre nous. Le problème n'est pas la « récupération » ; nous voulons que nos idées soient « récupérées » au sens où elles seraient reprises par les responsables politiques et les élus et traduites dans la loi. Le problème est que la récupération n'est que lexicale et s'accompagne d'une subversion sémantique ; on garde les mots et on change le sens. Les États généraux de l'ESR de 2009 ont permis de produire une réflexion et des propositions intéressantes<sup>8</sup> mais ont politiquement abouti à... la création de l'ANR. La programmation pluriannuelle du financement de l'ESR est, elle aussi, une revendication ancienne et voilà la formule reprise dans le discours gouvernemental, jusque dans le titre du projet de loi<sup>9</sup>.

Le fait qu'un secteur professionnel parvienne à s'organiser pour construire une véritable contre-proposition et à la rendre visible ne le prémunit contre les capacités de récupération gouvernementale. Toutefois, le fait que nombre des revendications portées par les différents collectifs et instances ne prennent souvent pas la forme de propositions opérationnelles facilite le

---

8 SAUVONS LA RECHERCHE (SLR), *Rapport des États Généraux de la recherche* [Rapport], 2004, URL complète en biblio.

9 Le projet de Loi de Programmation Pluriannuelle de la Recherche – LPPR, est devenue par la suite Loi de Programmation de la Recherche – LPR, le Conseil d'État ayant rejeté le principe d'un engagement financier au-delà du mandat.

travail de récupération lexicale et de subversion sémantique. La formulation de leur intitulé est souvent trop générale (comme par exemple « imposer plus de transparence dans les recrutements » ou bien « accompagnement systématique des jeunes recruté·e·s ») pour les rendre véritablement opératoires. À titre d'exemple, « imposer plus de transparence dans les recrutements » signifie-t-il renforcer les règles prévenant les conflits d'intérêts, ou bien obliger les membres des comités et autres jurys à produire des rapports individualisés expliquant aux candidat·e·s de leur non-audition ou de leur classement ? Et quel est le périmètre concerné ? Cela ne concerne-t-il que le recrutement des enseignant·e·s-chercheur·se·s et des chercheur·se·s, ou bien aussi les candidat·e·s aux contrats doctoraux et post-doctoraux, aux vacances et aux postes d'ATER ? Un tel flou programmatique facilite d'autant plus la récupération de nos revendications que leur formulation n'engage à rien ou pas grand-chose.

Et même lorsque la formulation de nos revendications est suffisamment précise, leur contenu l'est beaucoup moins. À titre d'exemple, une programmation pluriannuelle du financement de la recherche est une revendication récurrente et massive qui ressort des différentes consultations. Mais comment garantir le caractère pluriannuel de ladite programmation quand, par définition, le Parlement vote annuellement le budget, et peut donc remettre en cause l'engagement d'un gouvernement sur 5 ans ? Et, quand bien même le Parlement serait aux ordres, et qu'il n'y aurait pas de remaniement gouvernemental (deux hypothèses inégalement vérifiées), comment garantir l'effectivité d'un engagement pluriannuel au-delà du quinquennat ? Or, sans une réflexion sur le levier/véhicule juridique adéquat, toute revendication sur ce thème contiendra le risque d'être inapplicable, voire capturée par le discours gouvernemental et subvertie en promesse trompeuse.

Dans cette perspective, la méthodologie adoptée pour ContribUniv garantit la possibilité de faire aboutir les débats à des propositions *opérationnelles*. Plutôt qu'une page blanche sur laquelle chacun·e peut rédiger sa proposition, nous avons en effet fait le choix que les débats aient lieu sur la base de textes préparatoires comprenant tous cette structure commune :

- un exposé du constat fait sur tel ou tel problème, avec d'une part, des données précises permettant de mesurer l'étendue du problème et le nombre de personnes concernées, et d'autre part, un argumentaire
- le sourçage systématique des affirmations, avec mention des points sur lesquels les données sont jugées manquantes ou insuffisantes, à l'instar de ce que se pratique par exemple dans Wikipédia
- la définition des mesures,

- un volet financier comprenant notamment une estimation chiffrée du coût des mesures (avec méthodologie de calcul exposée)
- un volet juridique définissant notamment le(s) levier/véhicule(s) juridique(s) adaptés pour appliquer les mesures<sup>10</sup>

Il ne s'agit pas, encore une fois, de s'illusionner. La proposition la plus précise et opérationnelle du monde ne saurait prémunir de la possible récupération du thème qu'elle porte par tel ou tel acteur politique ou gouvernemental pour en tirer des conclusions politiques imposées. Toutefois, si ContribUniv parvient non seulement à faire émerger des propositions opérationnelles, mais aussi à prouver, par l'ampleur de la participation, qu'elles sont voulues par la majorité de la communauté académique, les possibilités de manipulation politique de ces thèmes s'en trouvent réduites, ce qui nous amène au second point.

Une seconde tactique politique maintes fois usitée consiste de la part des membres de l'Exécutif à déclarer publiquement que l'immense majorité des acteurs du secteur concerné sont pour la réforme qu'ils mettent en place. Le taux de grévistes ou le nombre de personnes dans la rue lors des manifestations n'y changent rien. C'est là le fait de « minorités radicalisées », voire de « groupuscules politiques ». Ce genre de contre-vérités médiatiques peuvent et doivent être battues en brèche. Dans cette perspective, construire une véritable plateforme participative proposant non seulement un autre modèle de l'ESR mais tirant sa légitimité d'un grand nombre de participant·e·s peut constituer un point d'appui puissant. Or, plusieurs des caractéristiques de ContribUniv en font l'outil adapté à cette fin :

- C'est une plateforme conçue pour permettre au plus grand nombre de s'exprimer, débattre et proposer ; elle est donc conçue pour accueillir un grand nombre d'utilisateur·rice·s
- Plusieurs de ses fonctionnalités permettent de visualiser en direct l'ampleur de la participation, sans attendre la synthèse des données. On peut en effet voir pour chaque texte soumis au débat le nombre de vues, de contributions et de votes.
- Il existe une véritable appétence médiatique pour les outils de démocratie participative, notamment de la part des journalistes. Si nous réussissons notre pari d'une participation importante, cela ouvre donc une fenêtre d'opportunité médiatico-politique que nous pourrions exploiter pour briser la relative indifférence dont fait l'objet l'ESR dans le débat politique.

---

<sup>10</sup> Pour une présentation détaillée du modèle standard de chaque texte, voir le menu « Méthodologie » dans la barre de menu en haut de l'interface.

Nous avons suffisamment d'expérience pour savoir qu'un outil ou une technique n'a jamais permis en soi de changer des rapports de force sociaux et politiques. Nul déterminisme technique donc, ni technophilie béate de notre part. Mais nous sommes convaincu·e·s tout autant que si chacun·e s'empare de cet outil, l'investit et se l'approprie, nous aurons alors réussi à inventer un outil politique efficace pour que la voix de la communauté académique porte enfin.

## **Conclusion**

ContribUniv peut participer à la structuration de l'intelligence collective tout en permettant l'expression des individualités, conformément à l'esprit de la contribution que connaissent bien les militants du numérique. Chacun·e peut apporter sa pierre en termes de propositions, faire part de son expérience vécue de l'impact des contre-réformes de l'ESR sur ses conditions de travail et d'existence et voter sur les propositions déjà existantes. Et ce à son rythme, au moment où il/elle parvient à dégager un peu de son temps pour participer. ContribUniv a ainsi vocation à devenir une agora numérique de l'ESR où l'on peut prendre le temps de construire collectivement un projet de refondation de l'ESR basé sur des propositions opérationnelles et réalistes, bénéficiant du travail intellectuel et militant mené par d'autres avant nous depuis des décennies, et sans subir les multiples contraintes liées à la crise sanitaire. ContribUniv est un pari, sans doute un peu fou, de par l'ampleur de la tâche et en raison du contexte difficile dans lequel se trouvent les acteurs de l'ESR. Mais c'est un pari qui vaut le coup d'être tenté. Alors, on essaye ?

## Table des matières

<b>I) Un outil de participation en ligne comme complément aux formes classiques de mobilisation.....</b>	<b>1</b>
1) Inclure les collègues qui ne peuvent et/ou veulent s’inscrire dans les formes classiques de mobilisation.....	1
2) Répondre aux limites pratiques du présentiel.....	2
3) Ne plus subir le rythme induit par l’urgence de se mobiliser.....	3
4) Garder trace de la mémoire militante et construire une véritable intelligence collective sur le temps long.....	3
5) Continuer à débattre et à s’exprimer en pleine crise sanitaire.....	5
<b>II) Une plateforme web qui permettent la pleine et entière participation des acteurs de la communauté académique.....</b>	<b>5</b>
1) Les listes électroniques.....	5
2) Les sites Internet et blogs de personnels de l’ESR.....	6
3) Les questionnaires et sondages en ligne.....	8
4) Des tentatives pour aller au-delà de la consultation.....	9
<b>III) Un outil autonome : une plateforme <i>de, par et pour</i> la communauté académique.....</b>	<b>10</b>
1) Des consultations gouvernementales qui se résument à de la com’.....	10
2) Tirer les leçons des tactiques gouvernementales précédentes.....	12